

DECLARATION SUR LES NEGOCIATIONS DE L'OMC

Nous, chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres de l'Union africaine, réunis à l'occasion de la huitième session ordinaire de notre Conférence, les 29 et 30 janvier 2007, à Addis-Abeba (Ethiopie);

Rappelant la décision de la communauté internationale prise à Doha, en Novembre 2001, de placer les intérêts et les préoccupations des pays en développement au centre des débats des séries de négociations de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC);

Tenant compte des coûts excessifs en ressources humaines et financières qui ont été encourus par nos Etats membres depuis le lancement des Négociations de Doha en 2001;

Rappelant nos premières déclarations sur les négociations de l'Agenda pour le développement de Doha ;

Soucieux des décisions prises par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation des Nations Unies lors du Sommet du Millénaire + 5, tenu à New York en septembre 2005, sur la nécessité de développement ainsi que les voies et moyens de réaliser cet objectif central;

Rappelant en outre les recommandations du Sommet du G-8 tenu en 2006 à Saint-Petersbourg ainsi que les engagements pris par les principaux acteurs commerciaux concernant la réalisation des objectifs des Négociations de Doha ;

Prenant note du Rapport de la troisième session extraordinaire de la Conférence de l'Union africaine des Ministres du Commerce, tenue le 16 janvier 2007 à Addis-Abeba ;

Conscients du fait qu'il existe de nombreuses questions systémiques commerciales importantes pour le développement de l'Afrique mais qui vont au-delà du bilatéralisme et qui peuvent être mieux abordées dans le cadre d'un système commercial multilatéral basé sur des règles ;

Egalement conscients du fait que l'Afrique sera la principale perdante si les Négociations de Doha ne respectent pas les promesses de développement et ne mènent pas au renforcement du multilatéralisme ;

Convaincus que des Négociations de Doha fructueuses avec des développements importants sont essentielles pour permettre à l'Afrique de relever les défis du développement, notamment en réalisant les objectifs du Millénaire pour le développement ;

Prenant note des expressions de soutien aux aspirations de développement de l'Afrique de certains de nos partenaires au développement ;

Par la présente,

1. **EXPRIMONS** notre profonde préoccupation et déception face aux manœuvres dilatoires des négociations sur le Programme de Doha pour le développement, largement dues en partie à l'incapacité des principaux

acteurs du processus de l'OMC de faire montre de souplesse nécessaire dans leurs positions au moment des négociations ;

2. **REAFFIRMONS** notre soutien au système commercial multilatéral basé sur des règles ;
3. **DEMANDONS** une reprise et une conclusion urgente et fructueuse des Négociations de Doha, accordant une haute priorité à la dimension développement, tel qu'énoncé dans la Déclaration de l'OMC de 2001 ;
4. **EXHORTONS** les principaux acteurs de l'OMC et nos partenaires au développement à contribuer à la réalisation de cet objectif en traduisant leurs expressions de soutien pour le développement de l'Afrique en engagements réels axés sur le développement dans les négociations de Doha ;
5. **REAFFIRMONS** la nécessité pour cette série de négociations d'aboutir à des résultats effectifs en matière de développement réel, comme promis dans la Déclaration de Doha et le Programme de Doha pour le Développement;
6. **EXHORTONS** nos partenaires commerciaux, en particulier les acteurs principaux, à apporter la souplesse nécessaire qui permettra aux pays africains d'utiliser le commerce comme vecteur de promotion du développement, réduisant et éliminant la pauvreté ;
7. **SOULIGNONS** l'importance du soutien technique et de l'assistance financière pour le renforcement des capacités et la promotion du commerce et du développement dans les pays africains ;
8. **SOULIGNONS** également l'importance de l'appui technique et de l'assistance financière en faveur du renforcement des capacités de production et de la promotion du commerce et du développement dans les pays africains ;
9. **DEMANDONS**, par conséquent, aux pays développés et aux organisations internationales d'apporter des contributions réelles dans l'affectation de ressources suffisantes et la fourniture d'une assistance technique adéquate, grâce à des moyens et mécanismes efficaces pour la réalisation de ces objectifs ;
10. **FELICITONS** les Ministres africains du commerce et les négociateurs pour leur persévérance dans la défense des intérêts de l'Afrique dans les négociations de l'OMC ;
11. **REITERONS** notre position selon laquelle toute conclusion des négociations actuelles de l'OMC qui ne parvient pas à tenir les promesses de développement du Programme de Doha pour le Développement serait inacceptable pour l'Afrique.

2007

Declaration on Wto Negotiations

African Union

African Union

<http://archives.au.int/handle/123456789/311>

Downloaded from African Union Common Repository